

LA FONCTION PUBLIQUE

LE FREINAGE DE L'HYPERTROPHIE DES EFFECTIFS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor. Peut-il dire à la Chambre s'il a fait des recommandations au cabinet en vue de freiner l'hypertrophie de la Fonction publique et, dans l'affirmative, si sa politique a été acceptée par le cabinet?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je suis certain que le député acceptera de reformuler sa question et qu'il ne me demandera pas de violer mon serment de ministre.

* * *

LES TRANSPORTS

LA POSSIBILITÉ D'UN REMANIEMENT DES SERVICES MINISTÉRIELS DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il nous dire si on a l'intention d'apporter des changements aux activités du ministre des Transports à Terre-Neuve et dans les provinces de l'Atlantique?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je prie le député de répéter la dernière partie de sa question.

M. Carter: A-t-on l'intention d'apporter des changements aux activités du ministre des Transports à Terre-Neuve et dans la région de l'Atlantique?

M. Marchand (Langelier): Non, pas autant que je sache, monsieur l'Orateur.

* * *

[Français]

LES POSTES

LA GRÈVE DES POSTIERS—ON SUGGÈRE L'ADOPTION DE MESURES SPÉCIALES EN VUE D'ASSURER LA LIVRAISON DE PRÉLÈVEMENTS SANGUINS

Mme Albanie Morin (Louis-Hébert): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes.

Peut-il dire s'il existe un moyen, ou si des mesures pourraient être prises pour faire livrer 6,000 prélèvements sanguins pratiqués sur des nouveau-nés dans les hôpitaux du Québec? Ces prélèvements sanguins sont présentement retenus dans des sacs de courrier à Québec, et un tort considérable sera fait aux nouveau-nés s'ils ne reçoivent pas à temps les traitements appropriés.

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, ce genre d'exemples et plusieurs autres, je

Questions orales

pense, démontrent clairement les torts considérables que peut causer une grève illégale. Je vais m'enquérir auprès des autorités des postes à Québec pour voir s'il ne serait pas possible d'accorder un traitement particulier à ces prélèvements sanguins, après entente entre les employés des Postes et la direction, à Québec même.

* * *

● (1500)

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LE MOTIF DU REFUS DU CABINET D'UNE ENTREVUE AVEC LE BUREAU DU SYNDICAT NATIONAL DES AGRICULTEURS

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Dirait-il à la Chambre pourquoi le cabinet refuse de rencontrer le bureau du Syndicat national des cultivateurs pour discuter la politique agricole nationale? Le cabinet est-il en grève?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le cabinet reçoit nombre de demandes d'organismes divers qui veulent obtenir une rencontre. Nous en rencontrons certains tous les ans et d'autres tous les deux ans. Le Syndicat national des cultivateurs entre dans cette dernière catégorie; nous lui avons dit que nous le recevrons tous les deux ans.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Pour le moment, nous lui avons conseillé d'adresser ses demandes à un groupe de ministres présidé par le ministre de l'Agriculture; il pourra aussi les présenter à notre caucus, tout comme il les a soumises au comité sénatorial de l'Agriculture. Il peut tout de même faire entendre son point de vue. Le cabinet ne peut recevoir toutes les semaines tous les groupes canadiens qui veulent le rencontrer.

M. l'Orateur: La présidence donne la parole au député de Red Deer pour une question supplémentaire; il sera suivi par le député de Saint-Hyacinthe.

M. Towers: Ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État, monsieur l'Orateur, mais je crois qu'il vient de sortir.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ON DEMANDE SI LE D' NETO, DE L'ANGOLA, SERA REÇU OFFICIELLEMENT PAR LE MINISTRE—L'ASSISTANCE AUX MOUVEMENTS DE LIBÉRATION

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le ministre entend-il recevoir lui-même et officiellement le D' Neto, président du mouvement populaire pour la libération de l'Angola, qui dans les toutes prochaines heures sera vraisemblablement au pays?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Mon, monsieur l'Orateur.